

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 16/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDF EN France - SAS Parc éolien de Sauveterre 2

48 route de Lavour
CS 83104
31131 BALMA CEDEX
31130 Balma

Références : 81-CRARC-2026-89

Code AIOT : 0003700036

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2026 dans l'établissement EDF EN France - SAS Parc éolien de Sauveterre 2 implanté Lieu-dit Penthoy 81240 Sauveterre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a lieu conjointement avec la direction départementale des territoires du Tarn, à la suite d'une déclaration de défrichement accidentelle de 300 m² par l'exploitant dans le cadre des travaux de renouvellement et d'extension des parcs éoliens de Sauveterre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF EN France - SAS Parc éolien de Sauveterre 2
- Lieu-dit Penthoy 81240 Sauveterre
- Code AIOT : 0003700036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Sauveterre 2 est composé de 4 éoliennes du constructeur ENERCON, de modèle E82, de puissance unitaire de 3 MW et d'une hauteur en bout de pale de 119 m.

Ce parc vient en extension du parc éolien existant de Sauveterre 1 qui est actuellement en cours de renouvellement.

Le parc éolien de Sauveterre 2 est en cours de construction. Lors de la visite, les terrassements des plateformes sont en cours de finalisation.

Ces deux parcs sont exploités par EDF Renouvelables.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Périmètre des travaux	Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Moyens de lutte contre la pollution	Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.5	Demande d'action corrective	1 mois
3	Produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Déblais et remblais	Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Défrichement	Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Défrichement	AP Complémentaire du 27/02/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Défrichement	AP Complémentaire du 02/10/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Défrichement	Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des justificatifs sont à fournir par l'exploitant sur la réalisation du défrichement, la gestion des remblais et le stockage des produits chimiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périmètre des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.2
Thème(s) : Autre, Périmètre des travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le périmètre des travaux de construction du parc éolien comprend les pistes d'accès pour accéder au site du projet, les zones de travaux pour le montage des éoliennes, les zones de stockage de la terre excavée, le poste de livraison, les zones de débroussaillage nécessaires autour des éoliennes ainsi que le réseau électrique câblé enterré (reliant les éoliennes entre elles ainsi que celui les reliant au poste de livraison créé et ce dernier au poste existant) .</p> <p>Afin de réduire l'impact de l'emprise au sol du parc éolien, la superficie totale de ce périmètre des travaux, définie ci-dessus, doit être limitée au strict nécessaire tel qu'évalué dans l'étude d'impact. Cette évaluation n'intègre pas la superficie de tous les chemins mais uniquement ceux créés ou élargis. L'évaluation précise et justifiée de cette superficie est transmise à l'inspecteur de la DREAL lors de la transmission du planning des travaux prescrite à l'article 7.3.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la cartographie du chantier, incluant notamment les pistes d'accès, la localisation des éoliennes et les bases vie.</p> <p>Toutefois, l'évaluation précise et justifiée de la superficie totale du chantier n'a pas été transmise à l'inspection lors de la transmission du premier planning du 30 juillet 2025 et n'a pas été présentée lors de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre l'évaluation précise et justifiée de la superficie totale du chantier.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Moyens de lutte contre la pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.5
--

Thème(s) : Autre, Moyens de lutte contre la pollution
Prescription contrôlée : Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques potentiels de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines : <ul style="list-style-type: none"> • utilisation d'engins de chantier et de camions aux normes en vigueur et régulièrement entretenus; • mise en place de barrières à l'entrée des PPI (Périmètre de Protection Immédiate) des captages d'eau ; • mise à disposition de kits anti-pollution; • pose de membrane pour les zones de nettoyage des toupies; • entretien des véhicules réalisé sur une aire de rétention étanche installée sur le chantier ou en atelier à l'extérieur; • stockage des produits potentiellement polluants sur rétention conformément à la réglementation; • stockage des déchets de chantier potentiellement polluants sur rétention et évacuation dans des filières dûment autorisées;
Constats : L'inspection s'est rendue au niveau des plateformes des éoliennes SAUVII-3 et SAUVII-4 sur lesquelles des travaux de terrassement sont en cours. Elle a constaté la présence de kits anti-pollution à bord d'un bulldozer et d'un compacteur et l'absence de kit dans le tombereau présent sur cette plateforme. Par ailleurs, au niveau de la base vie 2, servant à l'exploitant pour le chantier de renouvellement de Sauveterre 1 et le chantier de Sauveterre 2, l'inspection a constaté la présence au sol de : <ul style="list-style-type: none"> - 1 cuve d'ADBLUE de 500 L, non identifiée et portant le pictogramme "Danger pour l'environnement" - 1 cuve de carburant disposant de sa propre rétention d'un volume de 1200 L - 1 cuve de carburant d'un volume de 500 L avec double paroi - 1 bidon de 20 L étiqueté "BIOHYDRAN SE 46" de TotalEnergies Ces cuves sont placées sur une aire recouverte d'une bâche trouée à plusieurs reprises. L'inspection constate que l'étanchéité de cette aire ne peut pas être garantie. Par ailleurs, dans un conteneur attenant et ne disposant pas de rétention, l'inspection a constaté la présence d'un bidon de 5 L dénommé MARLINE présentant les pictogrammes "Danger pour la santé", "nocif ou irritant" et " inflammable".
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant la mise en place d'une aire étanche pour le stockage des carburants et des rétentions pour les produits chimiques, conformément à la réglementation. L'exploitant transmettra les justificatifs concernant ces réalisations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Respect des fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> <p>b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;</p> <p>c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.</p>
Constats : <p>L'inspection a constaté la présence au niveau de la base vie 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une cuve d'ADBLUE de 500 L, non identifiée et portant le pictogramme "Danger pour l'environnement" ; - d'un bidon de 20 L étiqueté "BIOHYDRAN SE 46" de TotalEnergies ; - d'un bidon de 5L dénommé MARLINE présentant les pictogrammes "Danger pour la santé", "nocif ou irritant" et " inflammable". <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre les fiches de données de sécurité de ces produits.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les fiches de données de sécurité de ces produits.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Déblais et remblais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.5
Thème(s) : Autre, Déblais et remblais
Prescription contrôlée : <p>Le terrain naturel d'assiette du projet est conservé au plus près ou modelé afin de se raccorder harmonieusement au site d'accueil. Les talus seront ensuite laissés à la reconquête végétale naturelle pour éviter d'introduire des essences non adaptées voire invasives. Les câbles électriques seront enterrés si possible au droit des accès afin de réduire les surfaces de terres remaniées .</p> <p>Les rémanents des coupes d'emprise des pistes d'accès et des aires de grutage seront broyés avant le début des travaux de terrassement afin d'éviter la formation d'andains.</p>

Au cours du chantier, le décapage de la terre se fera de façon sélective en évitant le mélange avec les couches stériles sous-jacentes. Elle sera utilisée pour recouvrir les aires de levage, les fondations des éoliennes, les pistes d'accès, les tranchées de raccordement au réseau électrique. Pour toutes les surfaces décapées, la couche humifère sera conservée séparément en andains non compactés (stockés en tas de moins de 2 mètres de hauteur) pour une réutilisation en fin de travaux lors de la remise en état des terrains. Les éventuels volumes de terre végétale non réutilisés seront évacués vers un centre de stockage dûment autorisé.

Le terrassement des tranchées pour les liaisons électriques enterrées se fera selon les étapes suivantes :

- décapage et mise en dépôt de la terre végétale,
- remblayage et compactage des tranchées avec les matériaux extraits,
- épandage sans bourrelet de la terre végétale,
- évacuation des matériaux en excès.

Les zones de stockage de la terre excavée sont implantées dans le périmètre du chantier, ne doivent présenter aucun intérêt écologique et être suffisamment éloignées de toute zone humide. La cartographie des différents volumes stockés ou à stocker devra être disponible sur demande de l'inspecteur de la DREAL pendant toute la durée du chantier.

Les apports de terres extérieures au site sont interdits sauf à démontrer l'absence de risques de propagation d'espèces envahissantes.

Constats :

L'inspection a constaté au niveau de la jonction des pistes d'accès aux plateformes des éoliennes SAUVII-1 et SAUVII-2 la présence d'un monticule de terres végétales estimé à plus de 5 mètres de hauteur.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la cartographie des différents volumes stockés ou à stocker.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre la cartographie des différents volumes de terres stockés ou à stocker. Les hauteurs des monticules seront précisées dans cette cartographie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Défrichement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Date d'intervention

Prescription contrôlée :

Afin de préserver les espèces, les travaux de défrichement sont autorisés uniquement entre le 1er septembre et le 15 novembre.

Constats :

L'exploitant a indiqué à l'inspection que les travaux de défrichement se sont déroulés entre le 9 et le 31 octobre 2025. L'exploitant a transmis en amont de l'inspection une attestation de fin de chantier datée du 20 novembre 2025, réalisée par ALLIANCE FORET BOIS et indiquant que "Les travaux de défrichement du parc éolien Sauveterre 2, Commune de Sauveterre (81) se sont terminés le 14 novembre 2025."

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Défrichement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 18

Thème(s) : Autre, Autorisation de défrichement

Prescription contrôlée :

Le bénéficiaire désigné à l'article 2 du présent arrêté est autorisé à défricher pour une superficie de **2,8511hectares** de bois les parcelles situés sur la commune de Sauveterre et dont les références cadastrales sont les suivantes :

Commune	Lieu-dit	section	Parcelle	S u r f a c e cadastrale	S u r f a c e autorisée
Sauveterre	La Forêt	B	41	10ha 45 a 00 ca	0 ha 65 a 71 ca
Sauveterre	Granie	B	112	100ha 65 a 20 ca	0 ha 10 a 34 ca
Sauveterre	Penthoy	B	120	49ha 83 a 80 ca	0 ha 61 a 93 ca
Sauveterre	Granie	B	129	85ha 39 a 60 ca	1 ha 32 a 88 ca
Sauveterre	Granie	B	149	16ha 05 a 90 ca	0 ha 04 a 15 ca
Sauveterre	La Forêt	B	139	28ha 26 a 67ca	0 ha 10 a 11 ca

Le défrichement a pour but l'installation d'un parc éolien.

Le défrichement doit être exécuté conformément à l'objet figurant dans la demande.

Constats :

La visite d'inspection a eu lieu conjointement avec les techniciens forestiers de la direction départementale de territoires du Tarn.
La lettre de suite de la DDT est jointe au présent rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs demandés par la direction départementale des territoires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Défrichement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/02/2025, article 1

Thème(s) : Autre, Autorisation de défrichement - complément 1

Prescription contrôlée :

La société **PARC ÉOLIEN DE SAUVETERRE 2**, bénéficiaire du présent arrêté, est autorisé à défricher pour une superficie supplémentaire de **2,2792 hectares** de bois sur les parcelles situées sur la commune de SAUVETERRE et dont les références cadastrales sont les suivantes :

Section	Parcelle	Surface de la parcelle (m²)	Surface à défricher par parcelle (m²)
B	41	105977	3693
B	112	1009929	2078
B	114	163107	1444
B	117	42780	1048
B	120	498380	2646
B	121	317	43
B	129	851702	8291

B	149	161927	733
B	151	35056	1472

Le défrichement est exécuté conformément à l'objet figurant dans le porter à connaissance susvisé.

Ce défrichement s'ajoute à l'autorisation de défrichement délivrée à l'article 18 de l'arrêté préfectoral modifié du 2 août 2021 autorisant la société PARC ÉOLIEN DE SAUVETERRE 2 à exploiter un parc éolien sur le territoire de la commune de SAUVETERRE susvisé.

Constats :

La visite d'inspection a eu lieu conjointement avec les techniciens forestiers de la direction départementale de territoires du Tarn.

La lettre de suite de la DDT est jointe au présent rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs demandés par la direction départementale des territoires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Défrichement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/10/2025, article 1

Thème(s) : Autre, Défrichement complémentaire 2

Prescription contrôlée :

La société **PARC ÉOLIEN DE SAUVETERRE 2**, bénéficiaire du présent arrêté, est autorisé à défricher pour une superficie supplémentaire de **0,2210 hectare** les parcelles suivantes :

Section	Parcelle	Surface de la parcelle (m ²)	Surface à défricher par parcelle (m ²)
B	41	104500	345
B	112	1006520	396

B	120	498380	1062
B	122	493050	173
B	149	160590	110
B	133	97280	28
Domaine public			96
			2210

Le défrichement est exécuté conformément à l'objet figurant dans le porter à connaissance susvisé.

Ce défrichement s'ajoute aux autorisations de défrichement délivrées à l'article 18 de l'arrêté préfectoral modifié du 2 août 2021 autorisant la société PARC ÉOLIEN DE SAUVETERRE 2 à exploiter un parc éolien sur le territoire de la commune de SAUVETERRE susvisé et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 février 2025 concernant une autorisation de défrichement pour la construction et l'exploitation de parc éolien de Sauveterre 2 sur le territoire de la commune de Sauveterre susvisé.

Constats :

La visite d'inspection a eu lieu conjointement avec les techniciens forestiers de la direction départementale de territoires du Tarn.

La lettre de suite de la DDT est jointe au présent rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs demandés par la direction départementale des territoires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours